

Perspectives

N°23/280 – 23 octobre 2023

ESPAGNE – Plan budgétaire 2024, vers un déficit public de 3%

Le 16 octobre, le gouvernement espagnol a présenté le Projet de loi de finances pour 2024 à la Commission européenne dans le cadre de la supervision budgétaire. Le document annonce une amélioration des prévisions de croissance pour 2023 par rapport à ce qui était projeté dans le Programme de stabilité d'avril. La croissance serait de 2,4%, contre 2,1% initialement prévu tandis que la croissance en 2024 est révisée à la baisse (de 2,4% à 2%). Le déficit public s'annonce à -3,9% cette année et -3% en 2024 et le ratio de dette publique à respectivement 108,1% et 106,3%.

Le Plan budgétaire 2024 prévoit une évolution des recettes à législation inchangée en raison de la situation politique. Dans ce contexte, on estime que les recettes de l'ensemble des Administrations publiques représenteront 42% du PIB, en légère augmentation par rapport aux 41,9% de 2023. Les impôts sont attendus en hausse de 7,5% en 2024 après 7,6% en 2023, du fait des fortes recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques liées à l'amélioration de l'emploi et l'augmentation des retraites. Y ont contribué aussi l'augmentation du taux d'imposition pour les revenus supérieurs à 300 000 euros. Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont également augmenté. Pour l'année prochaine, on attend une augmentation des cotisations sociales de 6,4% en raison du dynamisme du marché du travail et de la mise en œuvre de la réforme des retraites.

Du côté des dépenses, le Projet de loi de finances envisage une baisse de leur part dans le PIB à 45% en 2024 contre 45,8% en 2023. Selon le gouvernement, cela serait compatible avec la revalorisation des retraites et avec l'augmentation de 2% des salaires des fonctionnaires en 2024.

Fonction	2023	2024
	% PIB	% PIB
1. Services publics généraux	5,7	5,6
2. Défense	1,2	1,3
3. Ordre public et sécurité	1,9	1,7
4. Questions économiques	5,0	4,6
5. Protection de l'environnement	1,0	1,0
6. Logement et services communautaires	0,5	0,5
7. Santé	6,7	6,7
8. Activités récréatives, culture et religion	1,1	1,0
9. Éducation	4,3	4,3
10. Protection sociale	18,7	18,3
11. Dépense totale	45,8	45,0

Sources : ministère des Finances, Crédit Agricole S.A./ECO

✓ **Notre opinion** – Faute de pouvoir annoncer à la Commission européenne un véritable projet de loi de finances 2024, l'exécutif en fonction, toujours dirigé par le Premier ministre sortant Pedro Sanchez, a remis un cadre de prévisions, qui actualise les indicateurs macroéconomiques et se contente d'annoncer une « inertie budgétaire », soit un budget à législation inchangée, en reconduisant d'un an les grandes lignes du budget 2023, sans pouvoir ni les modifier, ni les adapter pour l'instant.

Le projet de ce Plan budgétaire prévoit, afin de ramener le déficit à 3% du PIB en 2024, un ajustement d'environ 12Mds€. En principe, il semble que ne pas prolonger les mesures de soutien dans le domaine de l'énergie encore en vigueur en 2023 suffirait pour s'y conformer. Mais l'exécutif ne fait toujours pas de déclaration claire sur ce qu'il entend faire des dispositifs encore en vigueur et n'exclut pas d'en prolonger certains.

Il convient de rappeler que des mesures telles que la réduction des taxes sur la facture d'électricité et de gaz – actuellement presque au minimum légal – ou l'exception ibérique pour baisser le prix de l'électricité expirent le 31 décembre, tout comme la baisse de la TVA sur certains produits alimentaires de base ou encore les réductions sur les carburants, actuellement réservées au secteur du transport routier.

En ce sens, la Commission européenne a été très claire, Bruxelles a recommandé en mai dernier à l'Espagne de retirer les mesures de soutien en vigueur dans le domaine de l'énergie d'ici fin 2023 et d'utiliser les économies réalisées pour réduire le déficit. Une demande que l'Espagne doit aborder dans le plan budgétaire et dont la Commission évaluera la conformité fin novembre. Dans tous les cas, les chiffres du gouvernement semblent un peu optimistes sur la croissance en 2024 (2% contre 1,7% selon nos prévisions) et cela constitue le risque majeur pour l'objectif de déficit à 3%. Nous voyons une trajectoire plus modeste à -4,1% cette année et -3,2% en 2024.

Article publié le 20 octobre 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
20/10/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
19/10/2023	<u>Open Banking, les entreprises en ont-elles pour leurs données ?</u>	Fintech
19/10/2023	<u>Afrique sub-saharienne – La croissance économique est revue à la baisse pour 2023</u>	Afrique
18/10/2023	<u>Hong Kong – L'éternelle question du "peg"</u>	Asie
18/10/2023	<u>Italie – Reprise de la production industrielle, un mirage ?</u>	Italie
17/10/2023	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-Agroalimentaire
16/10/2023	<u>France – Les ménages et les entreprises modifient leur comportement face à l'inflation</u>	France
16/10/2023	<u>Parole de banques centrales – BCE : la science de la patience ou l'assurance contre le risque</u>	Zone euro
16/10/2023	<u>Scénario 2023-2024 – Inde : de la croissance, mais les vieux démons ne sont jamais loin</u>	Asie
13/10/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
11/10/2023	<u>L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires – Analyse financière des métiers du grain</u>	Agri-Agroalimentaire
11/10/2023	<u>Italie – La politique budgétaire à la croisée des chemins</u>	Italie
10/10/2023	<u>France – Le pays au top niveau à l'international en termes de PIB ressenti</u>	France
09/10/2023	<u>Égypte – L'inflation au plus haut envoie un signal macro-économique très négatif</u>	Moyen-Orient – Afrique du Nord
06/10/2023	<u>Monde – Scénario macro-économique 2023-2024 : un équilibre délicat</u>	Monde
06/10/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/10/2023	<u>France : une réduction du déficit peu ambitieuse basée sur des hypothèses optimistes</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.